



Le MEDEF ordonne, Sarko obéit Et les salariés trinquent !

Ils tournent autour du pot. Toutes les solutions proposées pour « sortir » de la crise sociale actuelle évitent soigneusement la question qui fâche le patronat : une hausse du salaire généralisée.

Il est d'ailleurs symptomatique qu'on ne parle actuellement que « de pouvoir d'achat » et non de salaire.

Car lorsqu'on parle de hausse de salaire, on parle redistribution des richesses du patronat vers les salariés. Et ça, le MEDEF ne veut pas en entendre parler.

Le patronat crie au loup car selon eux « *les travailleurs français coûtent trop chers, les charges patronales trop lourdes d'où les délocalisations, le chômage* ».

Le gouvernement, aux ordres du patronat, s'est empressé de réaliser leur programme : subventions massives aux

grandes entreprises, exonérations des cotisations sociales suppression de la taxe professionnelle.

Et c'est nous qu'on traite d'assistés ! Ça sent l'arnaque !

Primo, que sont les dites « charges patronales », sinon une partie de notre salaire qui sert à financer notre santé, notre retraite, et notre chômage ? Ils nous piquent déjà une bonne partie des richesses que nous produisons, il ne manquerait plus qu'ils ne participent pas à la solidarité.

Deuxio, si les patrons sont si mécontents qu'ils le sont, pourquoi ne rentrent-ils pas dans le salariat. Parce qu'on s'éclate à aller tous les jours au boulot pour des clopinettes, lorsqu'on a seulement la chance d'en avoir un. Il n'y a qu'à voir, d'ailleurs, les grandes parties de rigolades à 7 h dans le métro.

Ça fait trente ans que la logique de la « *relance par la baisse des coûts des entreprises* » ne marche pas. Un chômage qui persiste, des salaires qui stagnent, des services publics qui se dégradent ou disparaissent...mais, oh surprise...des bénéfiques qui augmentent.

La « hausse des salaires », sans compensation pour les entreprises, reste une solution. C'est elle qui réduira les inégalités, qui financera notre sécu et nos caisses de retraites et qui, il faut le dire, rendra nos fins de mois moins anxieuses.

Le gouvernement proposera tout sauf une hausse des salaires... Car ça remet en cause de manière fondamentale la monopolisation du capital par le patronat.

S'ils ne le proposent pas, imposons-le par la grève générale !

En grève le 19 mars !

Manifestation régionale
Le samedi 21 mars
14h30 Place Guichard

Lisez et soutenez le
COMBAT

SYNDICALISTE

Mensuel des syndicats CNT

3 numéros gratuits ou 1 an

d'abonnement à 22 euros

À Combat syndicaliste : c/o CNT31,
18 av. de la Gloire, 31500 Toulouse

Mobilisons et faisons grève pour gagner le jeudi 19 mars 2009 !

Guadeloupe

La grève générale paie !

Certes, l'accord est encore fragile. Certes ce n'est que 200 euros sur les bas salaires. Mais depuis 68, c'est la première victoire massive obtenue par des travailleurs français.

Et qu'aura-t-il fallu ?

Plus de cinq semaines de grève générale !

Certes, ça fait mal au portefeuille, une grève de cinq semaines. Mais remboursé en six mois avec les gains de salaires. Comme quoi ça paie !

Dans l'hexagone, cela fait trente ans que de grèves éparpillées, secteur après secteur, entreprise par entreprise, journée après journée, nous perdons les luttes. Trente ans de recul social.

Le patronat crie au « chantage ». Et bien oui. Car il ne comprend rien d'autre.

Nous produisons les richesses, à nous d'en recueillir les fruits.

Alors, si les grandes centrales syndicales freinent des quatre fers, imposons la grève générale !

En partant d'assemblées générales de grévistes, en faisant pression sur les syndicats et en créant des sections CNT.

La CNT du Rhône appelle les travailleurs à contre-attaquer le jeudi 19 mars en participant massivement à la grève intersyndicale et interprofessionnelle. Loin des politiciens qui ne pensent qu'aux échéances électorales (européennes et les suivantes...), la CNT porte des revendications pour essayer d'enrayer la dégradation de l'emploi, du pouvoir d'achat, du droit du travail, de l'environnement et des services publics.

Les patrons et l'Etat profitent de la récession pour faire payer aux travailleurs leur crise. Le syndicalisme doit donc proposer ses propres mots d'ordre pour éviter l'accroissement de la spoliation des classes populaires :

Remise en cause de la rémunération du capital dans les entreprises en appliquant le blocage des dividendes aux actionnaires et en les redistribuant aux salariés ;

Interdiction des licenciements (si on laisse faire le patronat pour sauver ses bénéfiques, il va continuer à licencier à tour de bras) en imposant un droit de veto des travailleurs ;

Remboursement des subventions et aides diverses données par l'Etat en cas de faillite d'une entreprise et interdiction des parachutes dorés pour les patrons ;

Gestion directe des entreprises par les salariés eux-mêmes en cas de fermetures d'entreprise pour raison boursière (en attendant la généralisation de l'autogestion) ;

Remise en cause du capitalisme et aller vers l'égalité économique et sociale...

Sur ces mots d'ordre unificateurs et fédérateurs, nous ne paierons pas leur crise !

Exigeons et battons-nous pour :

- Le retour aux 37,5 annuités de cotisations retraites pour tous
- L'arrêt des exonérations patronales et leur remboursement pour boucher « le trou » de la sécu
- La création massive de postes dans les services publics pour les besoins de la population
- L'arrêt du recours à l'emploi précaire



CONTACTEZ NOUS !

Union des syndicats CNT du Rhône

Pour recevoir des infos,
adhérer à la CNT...

44 rue Burdeau LYON 1er

- Mail : ud69@cnt-f.org
- Site : www.cnt69.org
- Tel : 04.78.27.05.80

LA CNT, c'est quoi ?

C'est choisir la solidarité contre l'individualisme et l'isolement, la lutte collective contre le chacun pour soi et l'espoir contre la résignation.

LA CNT EST UN SYNDICAT AUTOGESTIONNAIRE : parce que personne ne travaille à notre place, personne ne décide à notre place.

DE LUTTE DE CLASSE : parce que patrons et travailleurs n'ont jamais eu les mêmes intérêts. **REVOLUTIONNAIRE** : parce que capitalisme et libéralisme ne sont pas le seul avenir possible.

INTER-PROFESSIONNELLE : parce que les travailleurs ont toujours les mêmes intérêts. **D'ACTION SOCIALE** : parce que la lutte se mène aussi

hors de nos lieux de travail. **INTERNATIONALISTE** : parce que le capitalisme n'a pas de frontières, nous non plus !